

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 01/03/2023

Introduction

La société Cap'bornes offre des services d'installation et d'exploitation d'infrastructures de recharge pour les professionnels et particuliers, notamment en logement collectif. (<https://capbornes.fr/>)

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

Pas d'observation.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Nous considérons qu'un palier technique inférieur à 9kVA n'est pas opportun dans la mesure où la puissance la plus commune des bornes est 7,4kW. Afin d'équiper durablement les parkings, il conviendrait d'adopter par défaut la puissance 9kVA.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Pas d'observation.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

La méthode de fixation des planchers et plafonds semble pertinente. Il nous semble indispensable de distinguer les planchers et plafonds des projets en intérieur et en extérieur. En effet, ces derniers étant généralement plus de deux fois plus chers, la solution de la colonne horizontale deviendrait trop onéreuse en intérieur, ce qui pourrait la disqualifier systématiquement.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

La solution de la colonne horizontale Enedis est la plus à même de permettre de réduire le coût global (sur toute la durée de vie) des IRVE.

Pour un usager, le coût d'installation initial d'un raccordement et d'une borne en colonne horizontale est systématiquement plus élevé (entre 2 et 4 fois plus) qu'en colonne collective privée exploitée par un opérateur. En effet, le prix n'est pas amorti sur la durée, tout est payé à l'installation par l'usager. A l'inverse, dans le cas d'une colonne collective privée exploitée par un opérateur, le prix d'installation défie toute concurrence. Le coût global sur la durée de vie est toutefois plus important du fait des frais de services et de la marge sur le service facturés par l'opérateur. Nous estimons que les loyers et frais de service atteignent jusqu'à plusieurs centaines d'euros par an. La solution de la colonne horizontale est plus raisonnable économiquement pour les usagers. Elle est donc d'intérêt public.

Néanmoins, le coût initial à l'installation se révèle largement désincitatif. Il est formé par l'empilement de coûts payés à des acteurs différents, ce qui le rend difficile à comprendre pour les particuliers et difficile à justifier pour les électriciens : quote part + dérivation individuelle + armoire métallique pour le compteur + point de charge... Un plancher au-delà de 300€ HT pour la quote part entraînera des coûts initiaux d'installation systématiquement au-delà de 1500€/usager et découragera les installations de colonnes horizontales. A ce titre, nous considérons que les deux planchers définis par la CRE sont trop élevés.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Pas d'observation.

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Pas d'observation.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Pas d'observation.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

Pas d'observation.

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

Pas d'autres remarques.